

PROJET DE LOI

ENTITLED

The Acquisition of Land (St. Saviour Reservoir Area) Law, 1937 *

[CONSOLIDATED TEXT]

NOTE

This consolidated version of the enactment incorporates all amendments listed in the footnote below. However, while it is believed to be accurate and up to date, it is not authoritative and has no legal effect, having been prepared in-house for the assistance of the Law Officers. No warranty is given that the text is free of errors and omissions, and no liability is accepted for any loss arising from its use. The authoritative text of the enactment and of the amending instruments may be obtained from Her Majesty's Greffier, Royal Court House, Guernsey, GY1 2PB.

©States of Guernsey

* Ordres en Conseil Vol. XI, p. 79; as amended by the Machinery of Government (Transfer of Functions) (Guernsey) Ordinance, 2003 (No. XXXIII of 2003, Recueil d'Ordonnances Tome XXIX, p. 406). See also the Reform (Guernsey) Law, 1948 (Ordres en Conseil Vol. XIII, p. 288); the Law Reform (Inheritance and Miscellaneous Provisions) (Guernsey) Law, 2006 (No. IV of 2008).

PROJET DE LOI

ENTITLED

The Acquisition of Land (St. Saviour Reservoir Area) Law, 1937

ARRANGEMENT OF ARTICLES

1. Droits et intérêts transférés aux États.
2. Droits et intérêts remplacés par indemnité.
3. Amortissement d'indemnités saisies.
4. Demande en usufruit, douaire ou jouissance.
5. Retrait lignager.
6. Cédule.
7. Ordonnances.
8. Titre abrégé.

CÉDULE

- Première Partie.
- Deuxième Partie.

PROJET DE LOI

ENTITLED

The Acquisition of Land (St. Saviour Reservoir Area) Law, 1937

VU LES Délibérations des États en date du 21 mai 1937:

LES ÉTATS on approuvé les dispositions suivantes lesquelles, moyennant la Sanction de Sa Très Excellente Majesté en Conseil, auront force de Loi en cette Île.

Droits et intérêts transférés aux États.

1. (a) Tout droit et intérêt quelconque, soit immobilier, soit mobilier, soit en fin d'héritage, à vie ou vies ou pour toute autre période,—à l'exception de tout droit féodal, tout droit par rapport à une rente, rente hypothèque ou autre droit hypothécaire,—appartenant à qui que ce soit dans et par rapport aux Territoires situés dans le voisinage du Mont Varouf en la paroisse de Saint Sauveur en cette Île et qui sont dépeints en teint rosé entouré par une ligne noire sur un plan marqué "A" dont l'original signé par Monsieur le Baillif en date du 30 juin 1937, est déposé au Greffe, et à leurs issues et entrées, fossés, reliefs, et murailles en formant partie y inclus toute servitude (autre qu'une servitude relative: (a) à l'écoulement des eaux naturelles et (b) au soutien naturel du sol) dont aucune partie des dits territoires peut être grevée comme fonds servant et tout droit d'usufruit, d'habitation, d'occupation, d'usage et de profit à prendre auquel aucune partie des dits Territoires peut être affectée, comme aussi toute servitude dont aucune partie des dits Territoires peut profiter comme fonds dominant, sera censé être transféré et appartenir aux États de l'Île de Guernesey (et ce en fin et perpétuité d'héritage en ce qui concerne tout droit immobilier) avec droit aux dits États d'entrer en jouissance libre des dits Territoires, ainsi qu'il suit, savoir —

- (i) le 31 décembre, 1937, quant aux parties des susdits Territoires qui sont dépeintes en teint bleu sur un plan

marqué "B" dont l'original signé par Monsieur le Bailiff en date du 30 juin, 1937 est déposé au Greffe; et

- (ii) le 31 décembre, 1938, quant aux parties des susdits Territoires qui sont dépeintes en teint jaune sur le dit plan marqué "B".

Et est celle des susdites dates qui sera applicable aux susdites parties respectivement des susdits Territoires ci-après dans cette Loi désignée **"le jour de transfert"**.

(b) Dans les cas où nul droit à un fossé ou mur ou partie d'icelui à l'extrémité extérieur d'aucun des susdits Territoires n'appartient pas au propriétaire de la propriété y contigue située en dehors des dits Territoires ou qu'il ne peut pas être constaté à qui tel fossé ou mur appartient, tel fossé ou mur ou partie d'icelui sera censé former partie de la propriété y contigue comprise dans les dits Territoires.

(c) Dans les cas où un tel fossé ou mur ou partie d'icelui est mitoyen entre le propriétaire d'une propriété formant partie des dits Territoires et le propriétaire d'une propriété située en dehors des dits Territoires, tel fossé ou mur ou partie d'icelui continuera d'être mitoyen entre les États et le propriétaire dernièrement mentionné.

(d) Dans les cas où la propriété en dehors de et contigue à un tel fossé ou mur ou partie d'icelui appartient à un propriétaire qui est aussi propriétaire de la propriété y contigue formant partie des dits Territoires, tel fossé ou mur ou partie d'icelui, s'il ne sert pas à la date de l'enregistrement de cette présente loi comme soutien à aucun édifice érigé en dehors des dits Territoires, sera censé former partie de la propriété y contigue comprise dans les dits Territoires à moins qu'il ne soit déclaré devoir être mitoyen dans le rapport du "Board of Valuers" constitué aux fins de la Cédule à cette Loi. S'il est ainsi déclaré dans tel rapport, tel fossé ou mur sera mitoyen entre les États et le propriétaire de la propriété y contigue située en dehors des dits Territoires.

Droits et intérêts remplacés par indemnité.

2. A partir du jour de transfert inclusivement nul des susdits droits et intérêts qui sont mentionnés dans l'Article précédant et qui n'y est pas expressément excepté de l'opération de tel Article, ne sera plus sujet à aucune demande, réclamation, charge, hypothèque ou garantie quelconque y ayant rapport ou qui le grève avant le commencement du jour de transfert par ou en faveur de qui que ce soit, mais tiendra lieu et place de chacun de tels droits et intérêts vis-à-vis de toute demande, réclamation, charge, hypothèque ou garantie y ayant rapport ou qui le grève avant le commencement du jour de transfert l'indemnité y attribuable ou attribuée—soit que telle indemnité soit exprimée en rente ou en argent—aux fins de la Cédule à cette Loi.

Amortissement d'indemnités saisies.

3. Cas avenant que les États, après avoir amorti aucune de telles indemnités qui sont exprimées en rente, sont suivis comme affieffeurs dans aucunes saisie à cause de l'amortissement par eux fait de telle indemnité et que les États se décident de ne pas se faire tenant de telle saisie, les États auront la faculté, au lieu de renoncer à leur affieffement, de faire bon à celui qui se fait tenant de telle saisie le prix porté dans le contrat d'amortissement de telle indemnité ou telle moindre somme qui suffira pour le paiement au tenant de telle saisie du montant de ses demandes, frais et débours non couverts par la valeur des héritages de la saisie dont il s'est fait tenant.

Demande en usufruit, douaire ou jouissance.

4. Cas avenant que les États, après avoir amorti aucune de telles indemnités qui sont exprimées en rente, sont suivis pour une demande en usufruit, douaire ou jouissance quelconque affectant telle indemnité, les États pourront satisfaire à telle demande en s'obligeant envers le réclamant à faire pendant la durée de tel usufruit, douaire ou jouissance, un paiement annuel qui en représenterait la valeur annuelle à l'époque de tel amortissement.

Retrait lignager.

5. Nulle action en retrait lignager ne sera recevable en ce qui concerne le transfert d'aucun droit ou intérêt immobilier effectué par les dispositions de l'Article 1 de cette Loi.

NOTE

In accordance with the provisions of the Law Reform (Inheritance and Miscellaneous Provisions) (Guernsey) Law, 2006, section 32(1), with effect from 8th May, 2008, the right of redemption of real property ("droit de retrait lignager") is abolished, subject to the saving in section 32(3) of the 2006 Law.¹

Cédule.

6. Les dispositions et autres matières auxquelles référence est faite dans la première Partie de la Cédule à cette Loi ainsi que modifiées dans le sens indiqué dans la Deuxième Partie de telle Cédule, lesquelles dispositions et matières ainsi modifiées seront censées former partie intégrale de cette Loi, seront applicables aux droits et intérêts dont le transfert est effectué par les dispositions de l'Article 1 de cette Loi.

Ordonnances.

7. La Cour Royale pourra passer telles Ordonnances qu'elle jugera nécessaires pour porter à exécution les dispositions de cette présente Loi.

NOTE

In accordance with the provisions of the Reform (Guernsey) Law, 1948, Article 63, with effect from 17th January, 1949, the powers and functions of a legislative nature previously exercised by the Royal Court (save for the making, variation, modification and revocation of Rules of Procedure) were transferred to and vested in the States of Deliberation, and thenceforth any enactment conferring power on the Royal Court to exercise any such powers and functions by way of Ordinance shall be construed as having conferred the like power on the States of Deliberation or on the States Legislation Select Committee, as the case may be.

Titre abrégé.

8. Cette Loi pourra être citée comme "Acquisition of Land (St. Saviour Reservoir Area) Law, 1937".

NOTES

The Law received Royal Sanction on 22nd October, 1937 and was registered on the Records of the Island of Guernsey and came into force in the Island of Guernsey on 10th November, 1937.

In the printed version of this enactment, the Law is styled the "Loi transférant aux États de l'Île de Guernesey les Droits et Intérêts d'autrui par rapport à certains Territoires situés dans le voisinage du Mont Varouf en la paroisse de Saint Sauveur en l'Île de Guernesey".

CÉDULE
PREMIÈRE PARTIE

The provisions to the first Schedule to the Acquisition of Land (Villiaze) Law, 1937, together with the Forms and Table of Costs annexed to that Schedule.

DEUXIÈME PARTIE

Modifications for the purposes of the Law to which this Schedule is annexed of the provisions of the Schedule, Forms and Table of Costs, referred to in Part 1 hereof.

- (A) In Paragraph 1, the words "Acquisition of Land (St. Saviour Reservoir Area) Law, 1937" shall be substituted for the words "Law to which this Schedule is attached ".
- (B) In Paragraph 4, the following sub-paragraph shall be substituted for sub-paragraph (c) –

"(c) The original and substitute members elected by the Parochial Douzaine of the Parish of Saint Saviour (hereinafter referred to as 'non-voting members') when serving on the Board shall not be entitled to vote in relation to any decision of the Board as to the value of any of the rights and interests to be valued or as to the amount of any award falling to be made by the Board but shall be entitled and shall be under the duty throughout the proceedings of the Board to make representations to and to advise the other members of the Board, hereinafter referred to as '**voting members**', in relation to any matter whatsoever concerning the subject matter of such proceedings and shall, in all respects save as aforesaid, be deemed to be full members of the Board,"

and the following sub-paragraph shall be substituted for sub-paragraph (h) –

"(h) The Board shall proceed to business, as regards the area depicted in blue on Plan 'B' referred to in section 1 of the Law, not

later than the 30th day of September 1937 and, as regards the area depicted in yellow on that Plan, not later than the 30th day of September 1938."

- (C) In sub-paragraph (a) of Paragraph 8, the words "to which this Schedule is attached" shall be deleted, and the following words shall be added at the end of sub-paragraph (b) of that Paragraph –

"and H.M. Sheriff shall from time to time, as may be requisite, procure from [the Chief Executive of the States of Guernsey] particulars of such corrections in such Cadastre as relate to the properties with regard to which the valuations and awards of the Board still remain to be determined."

- (D) Paragraph 14 shall be deleted and the following Paragraph shall be substituted for that Paragraph –

14. Every valuation and award of the Board in relation to any property depicted in blue on the plan marked 'B' referred to in section 1 of the Law shall be made upon the basis that the States enter into vacant possession of that property as on the 31st day of December, 1937, and every valuation and award of the Board in relation to any property depicted in yellow on the said Plan shall be made upon the basis that the States enter into vacant possession of that property as on the 31st day of December, 1938.

- (E) In Paragraph 15, the words and figures "21st day of May, 1937" shall be substituted for the words and figures "14th day of October, 1936".

- (F) In Paragraph 16, there shall be inserted, after the word "Board" in the first line thereof, the following words –

"in relation to the area depicted in blue on the said Plan 'B' and a separate report of the proceedings of the Board in relation to the area depicted in yellow on that Plan (each of such reports being hereinafter severally referred to as 'the report')."

- (G) In sub-clause (a) of clause (ii) of sub-paragraph (a) of Paragraph 23, the words "as on and from the date on which, under the provisions of the Law, the States become entitled to enter into vacant possession of the property, such date being hereinafter in this Schedule referred to as 'date of vacant possession'" shall be substituted for all the words which follow the word "accrue".
- (H) In clause (ii) of sub-paragraph (b) of Paragraph 23, the words "date of vacant possession, during which such tenant, but for the transfer of his rights and interests" shall be substituted for the words and figures "15th day of February, 1937, during which such tenant, but for the transfer".
- (I) Clauses (iii) and (iv) of sub-paragraph (b) of Paragraph 23 shall be deleted and the following Clauses shall be substituted therefor –

"(iii) The awards contained in the report of the Board in respect of any of the heads (a) to (h) inclusive of clause (i) of sub-paragraph (b) of this Paragraph in respect of which no notice of appeal is notified shall be payable in sterling at the States Office at the expiration of the ten days next following the date of the registration of the report containing such awards or next following the date of vacant possession of the properties to which the awards relate, whichever of those dates is the later and, in the case of any of such awards as is appealed against, at the expiration of the ten days next following the date of the abandonment or determination of such appeal or next following the date of vacant possession of the properties to which the awards relate, whichever of those dates is the later.

(iv) Interest at the rate of three per centum per annum on the amount of each of the awards referred to in the last preceding clause or on such award as is substituted therefor in appeal to the date of the payment thereof inclusively, such interest commencing to accrue on the date of vacant possession of the

property in relation to which such award is made, shall be payable by the States together with the amount of the award."

- (J) In the Table of Costs: the expression "report" shall apply to each of the reports of the Board, but the fee payable to the President of the Board in respect of the preparation of each report shall be £3 only.
- (K) In "Form A" and "Form B ", the words "Reservoir Area at St. Saviour's" shall be substituted for the words "Aerodrome Site at La Villiaze", and in "Form A" the words "Acquisition of Land (St. Saviour Reservoir Area) Law, 1937" shall be substituted for the words "Acquisition of Land (Villiaze) Law, 1937".
- (L) In "Form C" the words "St. Saviour Reservoir Area" shall be substituted for the words "La Villiaze Aerodrome Site".
- (M) The following additional paragraphs shall be inserted –

MISCELLANEOUS.

28. (a) In the event of the death, resignation or permanent incapacity to act of the President or Vice-President of the Board, a new President or Vice-President shall be elected and the provisions of sub-paragraph (d) of Paragraph 4, in so far as the same are applicable, shall apply to such election.

(b) In the event of the death, resignation or permanent incapacity to act of any original member or substitute member of the Board, the Douzaine by whom such original member or substitute member was nominated shall forthwith nominate a new original member or substitute member, as the case may be, and the provisions of Paragraph 2 (as regards the communication to be made by the Dean of that Douzaine to H.M. Sheriff) and of Paragraph 5 (as regards the duty of H.M. Sheriff to present nominees to the Court and the duty of nominees to attend) shall apply in relation to all such new original or substitute members and the provisions of Paragraph 4

(as modified) shall have effect accordingly.

(c) Upon the reconstitution of the Board after the happening of any such event as is mentioned in the preceding subparagraphs of this Paragraph, H.M. Sheriff shall publish in "La Gazette Officielle" next appearing after such re-constitution, a notice as nearly in accordance with Form 'A' (as modified) as is appropriate and the item contained in the Table of Costs as regards Form 'A' shall apply to such notice.

29. In the preparation of notices in accordance with Forms 'A' and 'C' (as modified), words designed to inform proprietors and others whether the proceedings of the Board will relate or the report of the Board does relate to the area (whether depicted in blue or in yellow on the said plan 'B') of the which property with which they are concerned forms part, shall be inserted.

30. The Board is empowered to require the production of title deeds (including leases) and to retain the same for such period as, in the opinion of the Board, is necessary for the verification of title.

31. Upon the registration of the report of the Board, the title deeds relating to the various rights and interests transferred to the States under the provisions of the Law as have reference only to such rights and interests shall belong to and be delivered to the States: title deeds relating to such rights and interests as also have reference to rights and interests not so transferred shall not so belong but shall be delivered to the States for the purpose of the preparation at the cost of the States authenticated copies, after which such title deeds shall be returned to the persons by whom they were delivered."

NOTE

In the Schedule, the words in square brackets were substituted by the

Machinery of Government (Transfer of Functions) (Guernsey) Ordinance, 2003, section 3, with effect from 6th May, 2004, subject to the savings and transitional provisions in section 4 of the 2003 Ordinance.

¹ The right of redemption of real property ("droit de retrait lignager") was previously abolished, in part, by the Loi sur les Successions, 1840, Article 27 (in the case of "vente d'immeubles à l'enchère devant Justice"), with effect from 3rd August, 1840; and by the Loi relative au Retrait Lignager, aux Appropriements, et à la Lecture des Contrats aux Plaids d'Héritage, 1924, Article I, with effect from 12th January, 1924, save for the exceptions in paragraph (a) and paragraph (b) of the said Article I.